

PREFECTURE DU MORBIHAN

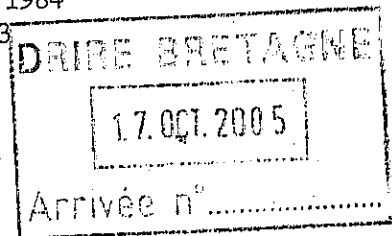
Direction des Actions Interministérielles
Bureau de l'Environnement

ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 avril 1984

modifié les 28 janvier 1986 et 23 juin 2003

Le Préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'Honneur



- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du Code de l'Environnement, et notamment son article 18 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées modifié ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- VU la circulaire du 20 février 2004 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 1984 autorisant la Société André GLON à exploiter un silo de stockage de céréales sur la commune de SAINT GERAND, au lieu-dit « Le Pont de Saint-Caradec » ;
- VU le récépissé de succession en date du 21 janvier 2003 délivré à la Société SANDERS-BRETAGNE ;
- VU le rapport de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 13 avril 2005 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 10 mai 2005 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 août 2005 donnant délégation de signature à M. Jean Pierre CONDEMINÉ, secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

Considérant les risques spécifiques présentés par les silos en béton de grande hauteur tels que celui de la Société SANDERS-BRETAGNE au Pont de Saint-Caradec 56920 SAINT GERAND ;

Considérant que la circulaire du 20 février 2004 recommande d'anticiper, pour de tels silos, l'échéance de remise du complément d'étude de dangers prescrit par l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté ministériel sont applicables aux installations existantes suivant les modalités fixées au titre V et qu'il convient d'en vérifier la conformité ;

Considérant dès lors, la nécessité d'imposer à la Société SANDERS-BRETAGNE, dans les conditions de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, la transmission avant le 31 décembre 2005, du complément d'étude de dangers ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Morbihan ;

A R R E T E

Article 1^{er}

La Société SANDERS BRETAGNE, dont le siège est au Pont de Saint-Caradec 56920 SAINT GERAND; devra produire un complément d'étude de dangers relatif à l'exploitation, à cette même adresse, de ses silos réglementés par l'arrêté préfectoral du 27 avril 1984 susvisé.

Ce complément d'étude devra préciser les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Il comportera une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie explicitée.

Il devra définir et justifier les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. En particulier, toutes les mesures prises pour l'application des dispositions prévues par les articles 6 à 15 inclus de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, doivent être explicitées et leur efficacité démontrée.

Article 2

Parallèlement au complément d'étude de dangers, un bilan de l'application des nouvelles dispositions de l'arrêté du 29 mars 2004 applicable aux silos existants sera établi afin de démontrer la conformité de l'établissement.

Article 3

Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 étant applicables au 29 mars 2005 pour les silos existants, une note précisant le type de dispositif d'inertage retenu et le planning de réalisation des travaux devra également être établie.

Article 4

Le complément d'étude de dangers et les documents demandés aux articles 2 et 3 devront être réalisés et transmis à Madame le Préfet du Morbihan avant le 31 décembre 2005.

Article 5

Les frais inhérents à l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 - Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions complémentaires imposées et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la mairie de SAINT-GERAND et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune précitée et adressé à la préfecture du Morbihan. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis sera inséré par les soins du préfet du département du Morbihan, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 7 - Le recours contentieux dont peut faire l'objet le présent arrêté doit intervenir devant la juridiction compétente dans un délai de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Pour les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, le délai de recours est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 8 - Copie du présent arrêté sera remise au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 9 - Messieurs le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le maire de SAINT-GERAND, le directeur de la société SANDERS-BRETAGNE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Mme le sous-préfet de PONTIVY
- M. le Maire de SAINT-GERAND
- ~~M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement~~
Subdivision du Morbihan - 3 rue Jean Le Coutaller - 56100 LORIENT
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
32 Boulevard de la Résistance - BP 514 - 56019 VANNES CEDEX
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
11 Boulevard de la Paix - BP 508 - 56019 VANNES CEDEX
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement
8 rue du Commerce - BP 520 - 56019 VANNES CEDEX
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
2, rue Maurice Fabre - 35065 RENNES CEDEX
- M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne
Avenue de Buffon - BP 6339 - 45064 ORLEANS CEDEX 02
- M. le Directeur de la Société SANDERS-BRETAGNE
Le Pont de Saint-Caradec - 56920 SAINT GERAND

VANNES, le 22 SEP. 2005

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Pour le secrétaire général absent
Le sous-préfet de Lorient

André HOREL

